

QUESTION 1 : QUEL EST SELON VOUS LE DEGRÉ DE FLEXIBILITÉ DES ACTIFS ENR EXISTANTS (SELON LEUR FILIÈRE OU LEUR TAILLE NOTAMMENT) ? EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES OU ENVIRONNEMENTALES, MERCI DE LES PRÉCISER.

Réponse non confidentielle

Pas de commentaire.

QUESTION 2 : QUELLES SOLUTIONS PERMETTRAIENT D'OPTIMISER CETTE FLEXIBILITÉ AFIN QUE CES ACTIFS PUISSENT RÉPONDRE À DES SIGNAUX DE PRIX SUR UN PAS DE TEMPS DE 15 MINUTES ? A QUEL COÛT ET DANS QUEL DÉLAI CES SOLUTIONS POURRAIENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

Réponse non confidentielle

Pas de commentaire.

QUESTION 3 : MÊMES QUESTIONS POUR LES ACTIFS SUSCEPTIBLES DE SIGNER DES NOUVEAUX CONTRATS DE SOUTIEN EN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION.

Réponse non confidentielle

Pas de commentaire.

QUESTION 4 : PARTAGEZ-VOUS LES PRINCIPAUX EFFETS DE CHAQUE SOLUTION TELS QUE DÉCRITS PAR LA CRE ? EN IDENTIFIEZ-VOUS D'AUTRES ?

Réponse non confidentielle

Pas de commentaire.

QUESTION 5 : POUR CHAQUE SOLUTION, QUELLE(S) STRATÉGIE(S) UN PRODUCTEUR ENR SOUTENU PAR LE RÉGIME DU CR DEVRAIT ADOPTER POUR MAXIMISER SES REVENUS ? CETTE(CES) STRATÉGIE(S) VOUS PARAÎ(T) ELLE(S) IMPLÉMENTABLE(S) OPÉRATIONNELLEMENT ?

Réponse non confidentielle

Pas de commentaire.

QUESTION 6 : SELON VOUS, PARMI LES TROIS OPTIONS PRÉSENTÉES, LAQUELLE DEVRAIT ÊTRE RETENUE ? DEVRAIT-IL Y AVOIR UNE DIFFÉRENCE ENTRE LES NOUVEAUX CONTRATS ET LES



CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR OU UNE PÉRIODE DE TRANSITION MINIMALE POUR LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR ?

Réponse non confidentielle

Parmi les trois options présentées, Enedis considère que le scénario A, où le calcul du CR et de la prime pour prix négatifs s'effectuent au pas 15', restitue l'image la plus proche de la réalité du marché et est en accord avec l'esprit de la réforme du pas de règlement des écarts à 15' visant à gérer plus finement les déséquilibres. Sa mise en œuvre nécessite de faire évoluer les systèmes d'information et échanges de données supportant ce mécanisme entre la CRE, les GRDs, l'agence ORE (pour les ELDs) et l'acheteur obligé EDF OA pour que l'ensemble du mécanisme soit traité au pas 15'.

Ces évolutions porteront sur la nature des flux échangés et les traitements de calcul mais sans changement majeur de la logique globale. Enedis attire l'attention de la CRE sur le délai nécessaire pour la mise en œuvre et le test de bout en bout de ces évolutions de l'ordre de 2 à 3 mois (pour les seules évolutions sur les systèmes Enedis, hors systèmes de l'agence ORE) à partir du moment où la décision en sera prise et les modalités entièrement stabilisées. Ce délai de mise en œuvre risque donc d'être incompatible avec une date de bascule du prix SPOT à 15' le 12 juin 2025.

Pour minimiser ce risque, le scénario B, où l'ensemble du mécanisme reste au pas horaire avec le calcul d'un prix horaire, correspondant à la moyenne des prix SPOT quart d'heure est un scénario d'attente à considérer. S'il comporte les inconvénients cités par la CRE dans sa consultation, il reste un scénario acceptable en phase transitoire, à partir de juin 2025, et permet d'attendre que l'ensemble des évolutions devant être apportées au mécanisme du complément de rémunération soit précisé et stabilisé, pour faire ces modifications en une seule fois dans les différents systèmes d'information concernés. Ceci aurait l'avantage d'éviter les coûts échoués et de minimiser les coûts de développement S.I. globaux. De plus, cette période durant laquelle le mécanisme restera au pas horaire pourrait constituer la phase transitoire permettant aux producteurs disposant d'anciens contrats de s'adapter dans la perspective du passage au scénario A ou C à une date à définir.

Le scénario C introduit une différenciation des ¼ d'heure à prix négatif selon qu'ils appartiennent ou non à une séquence de 4 ou plus. Ceci entraîne une complexité de gestion accrue avec une logique de traitement modifiée. Il ne nous semble pas que ce scénario soit à privilégier, de plus, il n'est pas envisageable pour une mise en œuvre opérationnelle le 12 juin. Toutefois, si ce scénario devait être retenu, il conviendrait de définir comment sont caractérisés, dans le fichier mis à disposition par la CRE, les ¼ d'heure à prix négatifs qui font partie d'une séquence de moins de 4 ¼ d'heures à prix négatif pour laquelle la prime de non-production est accordée, afin qu'Enedis puisse exploiter cette donnée supplémentaire dans ses traitements du complément de rémunération. La taille de la séquence (deux ou trois pas de temps) est indifférente en termes de complexité de gestion mais doit être unique pour tous les producteurs.

Enfin, le traitement différencié selon l'âge du contrat est à éviter dans la mesure du possible puisque générateur de complexité et surtout de nature à alourdir significativement les temps de traitement. Si un tel traitement différencié devait être retenu, il conviendrait de définir comment les paramètres nécessaires sont transmis par EDF OA à l'agence ORE et aux gestionnaires de réseau.

QUESTION 7 : ENVISAGEZ-VOUS D'AUTRES SOLUTIONS QUI POURRAIENT AVOIR DE MEILLEURES PROPRIÉTÉS QUE CELLES PRÉSENTÉES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT ?

Réponse non confidentielle

Enedis rappelle que d'autres évolutions du Complément de Rémunération ont été introduites par l'article 175 de la Loi de Finances 2025 : tolérance sur le seuil de prix négatif, sur une puissance minimale, introduction d'une référence de prix IJ, lissage des arrêts/démarrages en début/fin d'épisode, neutralisation des activations de flexibilités donnant lieu à une correction du périmètre d'équilibre (Mécanisme d'ajustement, SSYf, flexibilités réseau). Le passage à un seuil de 200 kW entre OA et CR va par ailleurs augmenter sensiblement la volumétrie des sites concernés par le CR.

Le cumul de ces dispositions va conduire à une évolution importante des échanges de données et calculs relatifs au complément de rémunération. Pour éviter des coûts échoués et minimiser les coûts de développement globaux, il sera nécessaire de disposer d'une vision d'ensemble stabilisée, pour faire ces modifications en une seule fois dans les différents systèmes d'information concernés.

Enedis considère que la trajectoire la plus appropriée pour la mise en œuvre des évolutions nécessaires sur le mécanisme du complément de rémunération est la suivante :

- Scénario B en phase transitoire entre juin 2025 et décembre 2025 pour être compatible avec le prix SPOT à 15' à moindre coût et se donner le temps de stabiliser l'ensemble des modalités de rémunération des producteurs puis d'effectuer les développements SI nécessaires sur la fin de l'année 2025
- Scénario A en cible à partir de janvier 2026, à l'issue de cette phase transitoire

Cette trajectoire présente l'avantage de sécuriser la mise en œuvre pour juin 2025, finaliser le scénario cible sous tous ses aspects avant mise en œuvre, minimiser les coûts des évolutions en évitant des coûts S.I. échoués, permettre aux producteurs disposant d'un ancien contrat de s'adapter, durant cette phase transitoire, aux évolutions du mécanisme. De plus les rejeux demandés pour tous les mois de l'année 2025 resteraient au pas horaire ce qui limiterait les risques d'erreur de calcul et d'interprétation des données.

QUESTION 8 : DÉPOSER UNE CONTRIBUTION D'ORDRE GÉNÉRALE

Réponse non confidentielle